

CHAPITRE 9. CHAMP ET CLASSIFICATION DE LA MESURE DU CAPITAL

9.1. *Champ d'application*

La plupart, mais non la totalité, des mesures de stock et de flux abordées dans ce *Manuel* concerne des objets non financiers « produits » (actifs fixes et stocks) qui sont inclus dans la formation brute de capital telle qu'elle est définie dans les comptes nationaux. Les actifs non financiers produits sont soit issus du processus de production, soit importés.

Le tableau 12 dresse la liste complète des actifs non financiers qui sont comptabilisés dans ce système. En ce qui concerne le traitement des autres ressources naturelles telles que les gisements de matières premières, nous renvoyons le lecteur au *Manuel de comptabilité nationale : Comptabilité environnementale et économique intégrée* (Organisation des Nations Unies *et al.* 2003) et à la section 18.3. On notera que deux éléments liés à des actifs non produits font partie des actifs produits. Ce sont les améliorations majeures des terrains et le coût du transfert de propriété afférent à des actifs non produits.

Tous les actifs de la nomenclature sont pertinents pour les bilans de l'économie et doivent y être comptabilisés dans la mesure du possible. La situation est plus confuse lorsqu'on en vient à la mesure des services du capital. L'idée selon laquelle tous les actifs fixes doivent être considérés comme des sources de services du capital n'est pas contestée. Le débat sur les stocks a débouché sur des conclusions moins tranchées mais, finalement, leur inclusion a été décidée dans le cadre de la révision du SCN 1993. De même, un consensus s'est dégagé sur le fait que les terrains sont une source de services du capital et qu'ils doivent être inclus dans la mesure de ces services. La principale difficulté posée par les terrains en tant que source de services du capital tient à la mise en œuvre des indicateurs mesurant ces services lorsqu'on est en présence d'une bulle spéculative faisant monter leur prix car elle peut donner des résultats dont l'interprétation est délicate tels qu'un coût d'usage du capital inférieur à zéro (voir la Section 0). En sus des terrains, la production fait appel à d'autres ressources naturelles et actifs non produits qui sont aussi une source de services du capital. Mais ces actifs posent parfois de graves problèmes de mesure et, pour des raisons pratiques, ils sont souvent exclus de la mesure des services du capital.

Par convention, les comptes nationaux ne traitent pas les biens de consommation durables comme des actifs :

« ... les biens de consommation durables ne sont pas traités comme des actifs fixes. Les services produits par ces biens durables sont des services aux ménages, lesquels n'entrent pas dans le champ du Système, qui mesure la production. Si, par exemple, une machine à laver devait être traitée comme un actif fixe, la définition de la production doit être élargie de manière à inclure tous les services de blanchissage, qu'ils soient effectués à la machine ou à la main. Telle qu'elle est actuellement définie, la production confine les services de blanchissage à ceux qui sont fournis par d'autres unités, mais elle inclut ces services indépendamment du fait qu'ils soient exécutés à la main ou par une machine. Cependant, les logements occupés par leur propriétaire, qui ne sont pas assimilés à des biens de consommation durables, sont inclus dans le champ des actifs. Les propriétaires occupants sont considérés comme des propriétaires d'entreprises non constituées en société produisant des services d'hébergement destinés à leur propre usage (SCN révisé, paragraphe 10.31).

Par conséquent, les biens de consommation durables ne sont pas traités de façon spécifique dans ce *Manuel* même si nous n'ignorons pas qu'il pourrait être utile, sur le plan analytique, de les traiter comme des biens d'équipement dès lors que les corrections nécessaires sont apportées aux indicateurs mesurant la production.

Plusieurs analystes économiques et décideurs politiques se sont aussi intéressés à la mesure de ce qu'on appelle généralement les actifs « incorporels » ou « immatériels » (voir, par exemple, Corrado, Hulten et Sichel 2005). Ce sont la R-D et les autres actifs ayant trait à l'innovation, au capital humain, à la publicité et à l'organisation. Bien qu'ils soient intéressants sous l'angle analytique, ils sont loin d'être comptabilisés comme des actifs dans les comptes nationaux en raison des nombreux problèmes que soulève leur mesure et des interrogations conceptuelles les concernant, excepté pour la R-D qui est aujourd'hui considérée comme une immobilisation relative à la propriété intellectuelle

9.2. *Classifications*

Ce chapitre traite des classifications utilisées pour la publication des statistiques sur le stock de capital. Trois des classifications contenues dans le SCN 1993 sont pertinentes ; ce sont la Nomenclature des actifs, la Classification des secteurs institutionnels et la Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique. Ces classifications sont utilisées selon des combinaisons différentes pour les stocks brut et net de capital et les deux mesures de flux couvertes par ce *Manuel*, à savoir l'amortissement et l'indice de volume des services du capital.

Le stock net de capital, les services du capital et l'amortissement apparaissent en entrées dans le SCN 1993, ce qui détermine les classifications à utiliser. Les deux doivent être classés par le secteur institutionnel qui est propriétaire des actifs. Cette classification est appropriée pour le stock net de capital, qui est nécessaire pour les bilans du système et pour l'amortissement, qui apparaît dans le compte de production, dans les comptes de répartition et d'utilisation de la valeur ajoutée et dans les comptes d'accumulation.

La classification des actifs produits non financiers telle qu'elle est définie dans le SCN est conçue pour distinguer entre les actifs en fonction du rôle qu'ils jouent dans la production. La différence la plus importante par rapport à la manière dont les actifs sont traités dans les autres nomenclatures telles que la Classification centrale des produits concerne le coût du transfert de propriété. Selon la comptabilité nationale, comme cela est expliqué de façon plus détaillée dans le chapitre 14, le coût du transfert de propriété est affecté à l'actif qui en est l'objet alors qu'il est consigné séparément dans les classifications de produits.

Les statistiques relatives au stock de capital ont également un certain nombre d'utilisations analytiques telles que le calcul des coefficients de capital ou des taux de rentabilité du capital et l'étude de la productivité du capital et de la productivité multifactorielle. Pour ce faire, il est habituellement préférable de classer les actifs en fonction de la nature de l'activité du propriétaire et par type d'actif. Cela implique une classification croisée par la CITI et la Nomenclature des actifs.

Tableau 12. Nomenclature révisée des actifs non financiers

Actifs produits	Actifs fixes	Logements		
		Autres bâtiments et ouvrages de génie civil	Bâtiments non résidentiels	
			Autres ouvrages de génie civil	
			Agencements et aménagements de terrains	
		Machines et équipements	Matériels de transport	
			Équipements TIC	
			Autres machines et équipements	
		Systèmes d'armes		
		Actifs cultivés	Animaux laitiers, d'élevage, de trait, etc.	
			Vignobles, vergers et autres plantations permanentes	
		Coût de transfert des actifs non produits		
		Produits de la propriété intellectuelle	Recherche-développement	
			Exploration et évaluation minières	
			Logiciels et bases de données informatiques	Logiciels
	Bases de données informatiques			
	Spectacles, œuvres littéraires et artistiques			
	Autres actifs intellectuels			
	Stocks	Matières premières et fournitures		
		Travaux en cours	Travaux en cours sur actifs cultivés	
			Autres travaux en cours	
		Produits finis		
		Stocks d'armements		
	Biens destinés à la revente			
	Valeurs	Pierres et métaux précieux		
		Antiquités et autres objets d'art		
		Autres objets de valeur		

Actifs non produits	Ressources naturelles	Terrains	Terrains supportant des bâtiments et des ouvrages de génie civil et plans d'eau associés	
			Terrains cultivés et plans d'eau associés	
			Terrains de loisirs et plans d'eau associés	
			Autres terrains et plans d'eau associés	
		Gisements	Réserves de charbon, de pétrole et de gaz naturel	
			Réserves de minerais métalliques	
			Réserves de minerais non métalliques	
		Ressources biologiques non cultivées	Forêts naturelles	
			Autres cultures et ressources végétales	
			Stocks de poissons sauvages et mammifères aquatiques	Dans les eaux territoriales, y compris la Zone économique exclusive
				Hors de la Zone économique exclusive
		Réserves d'eau	Nappes phréatiques	
			Autres	
		Autres ressources naturelles	Spectres de fréquences radio	
			Autres	
	Contrats, baux et licences	Droits de propriété appartenant à des tiers	Contrats de location-exploitation négociables	
			Autorisations d'exploiter des ressources naturelles	
		Droit exclusif à des biens et services futurs	Appartenant à des personnes juridiques désignées	
			Sur production future	
	Fonds de commerce et actifs servant à la commercialisation			

9.2.1. Classification par type d'actif

La partie des comptes nationaux intitulée Nomenclature des actifs qui couvre les actifs non financiers se trouve dans le tableau 12 Nomenclature révisée des actifs non financiers, qui figure ci-dessus. La plupart des pays qui compilent à l'heure actuelle des statistiques sur le stock de capital utilisent à des fins de publication une ventilation des actifs moins détaillée que celle-ci et le questionnaire type qu'utilisent les organisations internationales pour la collecte des statistiques annuelles selon le SCN se contente d'une ventilation encore moins détaillée. Au contraire, le Bureau of Economic Analysis (BEA) américain publie des statistiques sur le stock de capital ventilées en plus de 80 types d'actifs.

L'exactitude des statistiques sur le stock de capital dépend dans une large mesure de l'exactitude des indices de prix utilisés pour la réévaluation des actifs. En général, plus le niveau de détail de l'investissement pour lequel on dispose d'indices implicites et de taux d'amortissement distincts est grand, plus les estimations des stocks et de la consommation de capital fixe seront fiables ; c'est l'une des raisons pour lesquelles le BEA utilise une classification des actifs très détaillée. Dans le même esprit, Eurostat (2001) suggère un niveau de détail minimum approprié pour la déflation de la formation brute de capital fixe dans son *Manuel* sur la mesure des prix et des volumes dans le cadre des comptes nationaux ; chaque groupe d'actifs de cette classification est considéré comme relativement homogène en ce qui concerne les variations de prix. Il convient de noter que le matériel de communication et les ordinateurs sont considérés séparément car les prix de ces biens se comportent d'une manière très différente de ceux des autres actifs. On notera aussi que cette classification reprend la nomenclature des actifs du SCN 1993 avant sa révision, si bien qu'elle ne coïncide pas exactement avec la classification révisée qui a été présentée dans le tableau ci-dessus.

Pour les analystes, les données sur les investissements faisant l'objet d'une classification croisée entre les actifs et les branches ou les secteurs institutionnels sont des informations cruciales. De même, dans les bilans sectoriels, doit figurer la ventilation des actifs nécessaire aux comparaisons temporelles et entre secteurs.

9.2.2. Classification par secteur institutionnel

Le SCN de 1993 identifie cinq secteurs institutionnels : sociétés non financières, sociétés financières, administrations publiques, ménages et institutions sans but lucratif au service des ménages. Ces cinq secteurs se décomposent en un total de 36 sous-secteurs au niveau le plus détaillé.

Le niveau de détail à utiliser pour classer le stock net de capital et la consommation de capital fixe dépend du degré de détail du secteur utilisé dans les bilans (pour le stock net) et dans les comptes non financiers (pour l'amortissement). Les quelques pays qui compilent les bilans à l'heure actuelle classent la plupart des temps les stocks en fonction de ces cinq secteurs institutionnels, mais avec une certaine ventilation entre les administrations publiques en fonction de leur niveau (par exemple central, local et fonds de sécurité sociale). La plupart des pays utilisent une ventilation analogue pour les comptes non financiers bien que le secteur des sociétés financières soit parfois décomposé en établissements de dépôt et autres établissements financiers.

Le questionnaire annuel sur les comptes nationaux qui est utilisé par les organisations internationales pour collecter les statistiques de la comptabilité nationale impose d'établir les sous-secteurs suivants pour les comptes non financiers et cela détermine le niveau de détail du secteur institutionnel pour la consommation de capital fixe : les sociétés non financières, les sociétés financières, l'administration centrale, les États d'un État fédéral, les administrations locales, les fonds de sécurité sociale, les ménages et les institutions à but non lucratif au service des ménages.

En pratique, de nombreux pays sont incapables d'isoler les institutions à but non lucratif au service des ménages en les séparant de ces derniers. Certains pays jugeront également la ventilation des pouvoirs publics trop ambitieuse et ne pourront fournir des estimations que pour les administrations publiques dans leur ensemble.

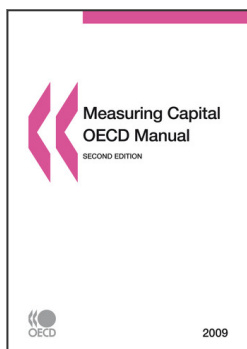
9.2.3. Classification par type d'activité

Dans la plupart des types d'études analytiques, les stocks et les flux de capital devront être classés par type d'activité. En règle générale, plus la ventilation des activités sera détaillée, plus les statistiques seront utiles à cet effet. Toutefois, des considérations pratiques limitent la quantité de détails que l'on peut présenter. Si, par exemple, on utilise la méthode de l'inventaire perpétuel, la ventilation par type d'activité ne peut être plus détaillée que la classification par type d'activité utilisée pour la collecte de statistiques sur la formation brute de capital fixe. Si cette dernière est très détaillée, les transferts d'actifs usagés entre producteurs exerçant différents types d'activités affecteront la fiabilité et diminueront la quantité de détails que l'on pourra raisonnablement présenter. Le tableau 13 donne une classification qui peut être utile pour les pays se lançant dans l'établissement de statistiques sur le stock de capital.

Le questionnaire annuel du SCN impose de ventiler les statistiques sur le stock de capital entre 17 types d'activités. Ce sont les 17 catégories de la CITI (révision 3). Cette liste pourrait être plus utile si l'on distinguait les principales activités du secteur manufacturier (qui est une catégorie unique) et si l'on regroupait quelques unes des catégories couvrant les activités de services.

Tableau 13 Classification suggérée des activités pour les statistiques sur le stock de capital

CITI Catégories	Description
A + B	Agriculture, chasse, sylviculture et pêche
C	Industries extractives
D	Industries manufacturières (avec 4 ou 5 activités importantes identifiées séparément).
E	Électricité, gaz et eau
F	Bâtiments et travaux publics
G + H	Commerce de gros et de détail, réparations de véhicules et appareils ménagers, hôtels et restaurants
I	Transports, entrepôts et communications
J + K	Intermédiation financière, affaires immobilières, services locatifs et services fournis aux entreprises
L	Administration publique, sécurité et défense nationale
M, N + O	Services éducatifs, sanitaires et sociaux et autres services fournis à la collectivité, et services personnels



Extrait de :
Measuring Capital - OECD Manual 2009
Second edition

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/9789264068476-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2010), « Champ et classification de la mesure du capital », dans *Measuring Capital - OECD Manual 2009 : Second edition*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/9789264067752-12-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.